

DÉCISION DU TRIBUNAL CIVIL DE BRUXELLES

ETAT ETRANGER. — SAISIE-ARRÊT CONSERVATOIRE. —

- I. Immunité de juridiction. — Autorité de la chose jugée au fond. —**
II. Immunité d'exécution. — Portée des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. — Biens affectés à une activité de la souveraineté. — Charge de la preuve. —
III. Immunité diplomatique. — Finalité. — Comptes d'ambassade. —
IV. Saisie-arrêt conservatoire. — Conditions.

Civ. Bruxelles (sais.), 27 février 1995

Siég. : M. Goldenberg, juge des saisies.

Plaid. : MM^{es} Puelinckx, Halin, Vandemeulebroeke et Houssa.

(Irak c. s.a. Dumez).

I. — L'autorité de chose jugée interdit au juge des saisies de remettre en cause la levée de l'immunité de juridiction d'un Etat étranger prononcée au fond par une juridiction belge ou étrangère.

II. — Il n'existe pas d'obstacle de principe à ce qu'un effet direct soit reconnu aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies; encore faut-il en prendre l'exacte mesure.

Seuls les biens d'un Etat étranger affectés à des activités de souveraineté bénéficient de l'immunité d'exécution.

Conformément à l'article 870 du Code judiciaire, la charge de la preuve de cette affectation incombe à l'Etat étranger agissant en mainlevée d'une saisie-arrêt conservatoire.

III. — La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ne peut être détournée de sa finalité et servir de manteau à des activités étrangères aux seules activités des diplomates.

§ 1^{er}. — Objet de l'action.

Attendu que l'action tend à obtenir la mainlevée d'une saisie-arrêt conservatoire pratiquée le 3 juin 1993 par l'huissier de justice Patrick Ovarit entre les mains de la s.a. Générale de Banque à la requête de la défenderesse;

§ 2. — Antécédents.

1. — Faits et procédure.

Attendu qu'il est constant que la société de droit koweïtienne Fiafi, agissant en tant qu'entrepreneur principal du ministère de la Défense irakien, demandeur en la présente cause et ci-

après appelé l'Etat d'Irak, a chargé la défenderesse ci-après appelé Dumez, de la construction de bâtiments;

Qu'il est également établi que l'Etat d'Irak a agréé Dumez comme sous-traitant et que le marché entre l'Etat d'Irak et la société Fiafi contenait une clause compromissoire;

Attendu que Dumez, se heurtant à des difficultés de paiement de la part de Fiafi, s'est adressé aux autorités irakiennes qui ont accepté de signer des lettres de change en sa faveur, les montants devant être prélevés sur les sommes dues par l'Etat d'Irak à Fiafi;

Que ces lettres de change n'ont pas été honorées de sorte que Dumez s'est adressé à la justice irakienne;

Que par décisions des 7 avril et 19 juillet 1990, une juridiction de Bagdad a enjoint à l'Etat d'Irak de payer à Dumez 22.800.000 dollars américains, décisions qui ne seront pas suivies d'effet;

Attendu qu'après avoir envahi le Koweït, l'Etat d'Irak a notamment interdit à ses cours et tribunaux de connaître de toute action dirigée contre lui ou contre les personnes de droit public irakien, par la loi n° 57 du 16 septembre 1990;

Attendu que par exploit du 8 février 1991 Dumez a fait citer le ministre de la Défense irakien à comparaître devant le tribunal de grande instance de Nanterre;

Que par jugement du 9 octobre 1991, celui-ci l'a condamné à payer à Dumez 22.821.979 dollars américains ou son équivalent en francs français, à majorer des intérêts au taux légal à compter du 16 octobre 1987, de 100.000 F au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile et des dépens;

Qu'en outre le jugement ordonnait l'exécution provisoire;

Que Dumez lui a fait signifier cette décision le 17 octobre suivant;

Attendu que les 3 juillet, 25 septembre et 5 octobre 1992, Dumez a fait procéder à plusieurs saisies-arrêts exécutions à Paris à charge de l'Etat d'Irak sur le fondement de ce jugement;

Qu'il en a demandé la validation par assignations des 2 et 5 octobre 1992 au tribunal de grande instance de Paris;

Attendu que s'appuyant sur cette même décision, Dumez a fait procéder le 7 juin 1993 à la saisie litigieuse à Bruxelles;

Que le 16 juin suivant, la banque a fait savoir qu'elle détenait en tout l'équivalent de quelque 90.000.000 FB au nom de l'ambassade d'Irak à Bruxelles;

Attendu qu'une ordonnance rendue le 26 juillet 1993 par le tribunal de céans a revêtu de l'exequatur le jugement du tribunal de grande instance de Nanterre;

Que l'Etat d'Irak a introduit un recours contre cette ordonnance; Que cette instance est toujours pendante;

Attendu que le 29 septembre 1993, l'Etat d'Irak a relevé appel du jugement de Nanterre devant la cour d'appel de Versailles qui n'a pas

encore statué si ce n'est à propos de la mise en état;

Qu'en effet, une ordonnance prononcée le 9 juin 1994 par le conseiller chargé de la mise en état a déclaré recevable l'appel formé par l'Etat d'Irak a au motif que le jugement du 9 octobre 1991 ne lui avait pas été signifié régulièrement, la signification ayant eu lieu à Moscou par l'entremise des autorités russes alors que la Russie n'était pas chargée de la représentation de ses intérêts;

Attendu que dans le cadre du débat relatif à la validation des saisies-arrêts effectuées à Paris, le tribunal de grande instance de Paris a, par jugement avant dire droit du 25 mai 1994, écarté les immunités de juridiction et d'exécution invoquées par l'Etat d'Irak et rejeté les demandes tendant à faire déclarer non avenue le jugement sur lequel reposent les saisies;

2. — Décisions prises à l'égard de l'Etat d'Irak sur le plan international.

Attendu qu'il y a lieu de rappeler que l'Etat d'Irak a fait l'objet de mesures décrétées à son encontre par la communauté internationale et par la Belgique parmi lesquelles l'arrêté royal du 8 août 1990 et les résolutions 687 et 778 du Conseil de sécurité de l'O.N.U. qui organisent en substance un embargo sur le commerce et les mouvements de fonds avec l'Etat d'Irak et l'astreignent notamment à réparer les conséquences de l'invasion du Koweït;

§ 3. — Discussion.

Attendu qu'avant d'aborder l'examen des arguments en présence, il paraît opportun de rappeler — en préambule — que le juge des saisies est lié par l'autorité de chose jugée qui s'attache aux décisions rendues entre parties par d'autres juges, français ou belges;

Que le débat devant le juge des saisies ne peut pas s'assimiler — fût-ce implicitement — à un recours exercé contre ces décisions même dans l'hypothèse, non avérée en l'espèce où ces jugements seraient affectés d'erreurs flagrantes;

Qu'en un mot, le juge des saisies ne peut étendre, restreindre ou modifier les droits consacrés par d'autres décisions;

Attendu en outre qu'en principe les décisions françaises sont reconnues d'emblée en Belgique (art. 26, Convention de Bruxelles, 27 sept. 1968);

Attendu enfin que le seul fait que la saisie litigieuse ait eu lieu dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles rend le juge des saisies de cet arrondissement compétent pour en connaître;

A. — Immunité de juridiction.

Attendu que l'Etat d'Irak croit pouvoir invoquer l'immunité de juridiction;

Mais attendu que le tribunal de grande instance de Nanterre a, par son jugement du 9 octobre 1991, estimé pouvoir connaître de la demande portée devant lui en prenant soin de constater que l'Etat d'Irak s'était comporté comme une personne privée et que les conditions générales du marché contenaient une clause compromissoire;

Que le juge des saisies ne peut remettre en cause cette décision dont la cour d'appel de Versailles doit encore apprécier la justesse;

Que l'examen du cadre contractuel initial auquel se livre l'Etat d'Irak manque de pertinence; Qu'il n'est pas permis d'y avoir égard à ce stade-ci du litige;

Que même sur le plan de l'exercice des droits de la défense, les juges de Nanterre ont constaté la régularité de l'assignation;

Attendu que l'autorité de chose jugée qui s'attache à ce jugement est encore renforcée — si besoin en était — par ordonnance du 26 juillet 1993 qui le revêt de l'exequatur en Belgique, ordonnance qui est elle aussi nantie de cette autorité;

Qu'il en découle en effet qu'aux yeux du tribunal de céans, dont le juge des saisies est membre, cette décision ne contient rien de contraire aux principes d'ordre public ni aux règles du droit public belge et que les droits de la défense ont été respectés;

Que faire droit aux arguments de l'Etat d'Irak reviendrait à contredire la décision du juge du fond et du juge de l'exequatur, ce qui n'est pas concevable;

Attendu que sur ce plan comme sur les questions qui seront examinées ci-après, l'ordonnance de la cour d'appel de Versailles — limitée à la seule question de la régularité de la signification du jugement — demeure sans incidence;

Qu'il n'y a pas lieu pour le juge des saisies d'extrapoler et d'anticiper sur ce que pourrait être la décision de cette cour sur l'ensemble du contentieux qui lui est soumis;

Que rien ne permet en plus d'exclure qu'elle raisonne à l'instar du tribunal de grande instance de Paris sur la régularité de l'acte introductif d'instance;

Attendu qu'en l'état actuel du litige, l'Etat d'Irak ne peut invoquer l'immunité de juridiction et doit être considéré comme un justiciable semblable aux autres notamment quant à l'application des règles de procédure;

B. — Immunité d'exécution.

Attendu que l'Etat d'Irak prétend que ses biens ne pourraient pas faire l'objet de mesures d'exécution, pas même de leurs prémices telles une saisie conservatoire, en raison de la coutume internationale voulant qu'un Etat souverain se trouve sur un pied de stricte égalité avec les autres Etats et par là soustrait aux effets des décisions de justice étrangères;

Qu'à cela Dumez objecte qu'au jour de la saisie l'Etat d'Irak se trouvait amputé des prérogatives d'un Etat souverain à la suite de multiples résolutions du Conseil de sécurité de l'O.N.U. et que de toute façon cette immunité ne trouvait pas à s'appliquer en l'espèce;

b.1. — Résolutions du Conseil de sécurité de l'O.N.U.

Attendu qu'à partir du 2 août 1990, le Conseil de sécurité de l'O.N.U. a pris de nombreuses résolutions par lesquelles l'Etat d'Irak a été désigné comme agresseur à l'égard du Koweït, sommé de mettre fin à son invasion et d'en réparer les conséquences (Pierre d'Argent, « Le Fonds et la Commission de compensation

des Nations Unies », *Rev. b. dr. intern.*, rappel historique, pp. 485 et 486);

Que parmi ces résolutions, celle portant le numéro 687 dispose :

« 16. — Réaffirme que l'Irak sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990, questions qui seront réglées par les voies normales, est responsable, en vertu du droit international, de toutes les pertes, de tous les dommages, y compris les atteintes à l'environnement et le gaspillage délibéré des ressources naturelles ainsi que de tous les préjudices subis par d'autres Etats et pour des personnes physiques et des sociétés étrangères, directement imputables à l'invasion et à l'occupation illicite du Koweït par l'Irak.

» 17. — Décide que les déclarations faites par l'Irak depuis le 2 août 1990 au sujet de sa dette extérieure sont nulles et de nul effet et exige que l'Irak honore scrupuleusement toutes ses obligations au titre du service et du remboursement de sa dette extérieure.

» 18. — Décide également de créer un fonds d'indemnisation pour les dommages et préjudices visés au paragraphe 16 et de constituer une commission qui sera chargée de gérer ce fonds.

» 19. — Charge le Secrétaire général d'élaborer et de soumettre à sa décision... des recommandations... qui devront porter notamment sur les points suivants : ... le mode de calcul de la contribution de l'Irak au Fonds, qui représentera un certain pourcentage de la valeur de ses exportations de pétrole et de produits pétroliers à concurrence d'une limite proposée au Conseil par le Secrétaire général... ».

Attendu que Dumez entend se prévaloir de ces résolutions pour affirmer qu'elles privent l'Etat d'Irak de la qualité d'Etat souverain et par voie de conséquence de toute immunité d'exécution;

Mais attendu que s'il n'existe pas d'obstacle de principe à ce qu'un effet direct soit reconnu aux résolutions du Conseil de sécurité de l'O.N.U. (J. Verhoeven, « Guerre et droit international ». Sur certaines questions soulevées par ce conflit Irak-Koweït », *J.T.*, 1991, p. 141, § 5), encore faut-il prendre l'exacte mesure des résolutions en question (Eric David, *Revue québécoise de droit international*, 1985, remarques générales sur l'effet direct, pp. 90, 91, 93, 94 notamment);

Attendu que s'il est vrai que ces résolutions, singulièrement la 687, amputent la souveraineté de l'Etat d'Irak en organisant en réalité une vaste mainmise, on pourrait même parler d'une saisie-exécution, sur une part importante de ses revenus pétroliers, elles ne le font que par le biais d'une stipulation pour autrui en faveur des seules victimes de la guerre, c'est-à-dire celles dont les droits sont nés après le 2 août 1990;

Que pour les créances antérieures, la résolution 687 prend soin de renvoyer aux « voies normales »;

Qu'il n'est pas douteux que ce faisant, le Conseil de sécurité a entendu réserver le système de réparation exceptionnel qu'il a mis sur pied aux créances issues de la guerre elle-même;

Attendu que les droits de Dumez sont de beaucoup antérieurs à l'éclatement du conflit;

Que cette société ne peut donc puiser dans ces résolutions le droit de faire procéder à la saisie litigieuse;

b.2. — Principe traditionnel de l'immunité d'exécution.

Attendu qu'en droit belge, les personnes de droit public ne jouissent plus d'une insaisissabilité absolue et automatique depuis la loi du 30 juin 1994, contrairement à ce qu'affirme l'Etat d'Irak;

Attendu qu'en droit international public le principe en question n'a pas la portée absolue qu'il lui prête;

Qu'il ne suffit pas qu'un bien appartienne à un Etat étranger pour qu'il doive *ipso facto* échapper à toute mesure d'exécution; Qu'il ressort nettement d'un arrêt de la cour d'appel de Bruxelles du 10 mars 1993 (*J.T.*, 1994, p. 788) que cette immunité ne joue que pour « certains » biens;

Attendu qu'il s'agit de savoir si les fonds déposés entre les mains du tiers saisi sont affectés en tout ou en partie à des activités de souveraineté;

Que l'Etat d'Irak a la charge de la preuve à ce propos conformément à l'article 870 du Code judiciaire, ce qu'il admet puisqu'il dépose certaines pièces à ce propos;

Attendu que l'attestation du 29 août 1992 qu'il a établie lui-même et qui tend à rattacher les fonds saisis aux seuls besoins de sa représentation en Belgique, ne peut naturellement pas faire foi;

Qu'outre que n'existe aucune proportion raisonnable entre l'importance des montants saisis et les besoins d'une ambassade réduite à sa plus simple expression, l'intention — également invoquée par l'Etat d'Irak — de faire l'acquisition d'un immeuble pour cette ambassade ne peut être prise en considération parce qu'elle ne s'est nullement concrétisée et qu'elle remonte au premier trimestre 1990, soit plus de trois ans avant la saisie litigieuse;

Attendu que d'une manière générale les allégations de l'Etat d'Irak à propos des fonds saisis doivent être prises avec la plus grande circonspection lorsque l'on sait que l'embargo mis en œuvre en Belgique a eu pour effet de bloquer quelque quatre milliards de francs belges selon la Banque nationale de Belgique et l'Association belge des banques ou à tout le moins 1.250.000.000 F selon la Banque centrale d'Irak, ce qui contredit ses conclusions coordonnées pages 35, 36 et surtout 37 (réponse du ministre des Affaires étrangères à la question écrite n° 7 du 31 janvier 1992, *Rev. b. dr. intern.*, 1993, n° 2, p. 598);

Qu'il est dès lors permis de croire que les fonds saisis-arrêtés entre les mains de la s.a. Générale de Banque font partie de dépôts infiniment plus importants en Belgique et qui dépassent de beaucoup les nécessités strictement liées au *jus imperii* de l'Etat d'Irak qui, à défaut d'autres éléments d'appréciation, ne peuvent censément excéder les besoins de sa maigre représentation diplomatique en Belgique;

Qu'il ne saurait dès lors être question d'immunité d'exécution;

C. — Convention de Vienne - Immunité diplomatique.

Attendu que cette Convention vise essentiellement à assurer l'accomplissement efficace des fonctions des missions diplomatiques en tant que représentants des Etats (voy. préambule);

Qu'elle doit être comprise à la lumière de cet objectif : permettre à l'Etat accréditant de jouir de toutes facilités dans l'Etat accréditaire pour les seules nécessités de sa représentation;

Attendu que la Convention elle-même contient des dispositions qui font obligation à l'Etat accréditant de ne pas s'écarter de sa finalité (voy. art. 27-4° relatif à la valise diplomatique; art. 36-2° relatif au bagage personnel des agents diplomatiques, art. 41-3° relatif à l'utilisation des locaux de la mission diplomatique);

Que l'Etat accréditaire puise dans la Convention le pouvoir d'en vérifier le respect, cette appréciation n'étant pas abandonnée au seul Etat accréditant;

Qu'ainsi l'article 36-2° va jusqu'à permettre aux autorités de l'Etat accréditaire d'exiger l'inspection du bagage personnel d'un agent diplomatique;

Qu'en cas d'abus, et sans même avoir à motiver sa décision, l'Etat accréditaire peut déclarer un agent diplomatique *persona non grata*;

Qu'à l'inverse de ce qu'affirme l'Etat d'Irak, il ne paraît, en principe pas incompatible avec l'esprit et la lettre de la Convention que la nature des dépôts effectués par une ambassade soit débattue devant l'autorité judiciaire de l'Etat accréditaire, particulièrement dans un litige où cet Etat a la qualité de justiciable ordinaire, « a contracté suivant les règles de forme et de fond du droit privé... s'est comporté comme une personne privée... et a entendu de façon claire et précise renoncer... à ses prérogatives de puissance publique » (Nanterre, 9 oct. 1991);

Attendu qu'il a déjà été constaté que l'Etat d'Irak ne rapporte pas la preuve de la relation entre les fonds saisis et les nécessités de la représentation diplomatique à Bruxelles;

Que la Convention de Vienne ne peut être détournée de sa finalité et servir de manteau à des activités étrangères aux seules activités de ses diplomates;

Qu'outre ce qui a été constaté lors de l'examen de l'immunité d'exécution, il faut relever que la s.a. Générale de Banque — selon sa déclaration de tiers saisi — détenait au nom de l'ambassade d'Irak des francs belges mais également et en grandes quantités des florins; des marks allemands, des dollars américains, des francs français, circonstance également peu compatible avec les seules nécessités de cette ambassade, que l'Etat d'Irak limite lui-même à l'occupation d'une maison, au paiement des traitements et à des frais administratifs;

Attendu que les points de vue des autorités belges exprimés sur ces questions et qui ne s'écarteraient au demeurant pas des principes ici rappelés, ne sauraient lier le tribunal;

Attendu enfin que les fonds saisis avaient déjà fait l'objet d'une mesure de même nature à la requête d'autres créanciers qui ont fini par accorder la mainlevée après plusieurs mois de blocage;

Que l'Etat d'Irak a eu le loisir de rétablir la transmission des fonds nécessaires à son ambassade bruxelloise, le gouvernement belge n'ayant dressé aucun obstacle à cet égard;

Qu'en conséquence rien ne permet de croire, en l'état actuel du dossier, que l'immunité diplomatique devrait jouer fût-ce partiellement;

D. — *Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968.*

Attendu que l'Etat d'Irak demande qu'en tout état de cause et en application de l'article 27-1) et 2° de cette Convention, la décision de Nanterre ne soit pas reconnue;

Mais attendu que pour les motifs exposés sous forme de préambule au présent jugement le juge des saisies est lié tant par les termes de la décision de Nanterre que par ceux de l'ordonnance bruxelloise qui la revêt de l'exequatur, lesquelles constatent précisément la régularité de la procédure à l'égard de l'Etat d'Irak;

Que cet argument ne peut être retenu;

E. — *Conditions de la saisie.*

Attendu que le jugement de Nanterre, complété par l'exequatur consacre incontestablement pour Dumez une créance qui remplit les conditions des articles 1414 et 1415 du Code judiciaire;

Attendu, en ce qui concerne l'article 1413, force est de constater que l'Etat d'Irak met tout en œuvre depuis des années pour se soustraire à ses obligations, et ce au mépris de l'injonction formelle du Conseil de sécurité de l'O.N.U. (résolution 687, point 17);

Qu'il ignore les décisions de son propre pouvoir judiciaire;

Que bien plus par sa loi n° 57 il a créé en sa faveur un véritable état d'apesanteur juridique puisqu'elle le déclare non responsable des retards d'exécution des règlements financiers et qu'elle prohibe aux étrangers l'accès à son système judiciaire;

Que cette situation — aggravée par les immunités dont il voudrait bénéficier aujourd'hui — a pour effet, sinon pour objectif, de réduire à néant les droits évidents de sa créancière;

Qu'au vu de ces circonstances, la Dumez a pu et peut toujours estimer que le cas requerrait célérité;

Attendu qu'il s'ensuit que la saisie était et demeure justifiée par application des articles 1413, 1414 et 1415 du Code judiciaire mais uniquement sur ce fondement parce qu'à la date de la saisie, le jugement de Nanterre n'avait pas encore été déclaré exécutoire en Belgique; Qu'ainsi l'article 39 de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 ne peut servir de fondement, au demeurant d'une autre nature (voy. Bruxelles, sais., 29 juill. 1993, *J.T.*, 1994, pp. 251 et 252), à la saisie litigieuse;

Attendu que la demande est en tous points mal fondée;

Par ces motifs :

Déclarons l'action recevable mais la demande en tous points mal fondée;

En tant que de besoin, déclarons le présent jugement exécutoire par provision nonobstant tout recours et à l'exclusion de toute offre de cantonnement ou de caution.